

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 18 décembre 2019

Objet n° 32 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; MM. Vincent Vanhalewyn, Sadik Koksas, Échevins; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, M. Thomas Eraly, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, M. Quentin van den Hove, Mme Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Emilie Desmedt, Conseiller communal.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Emin Ozkara, Mme Claire Geraets, M. Youssef Hammouti, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique - Exercices 2020 à 2024– Renouvellement et modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 35 voix contre 8 et 0 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Revu sa délibération du 21 novembre 2018 votant le règlement taxe sur les supports de publicité commerciale pour les exercices 2019 à 2023;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la sécurité publique ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Considérant la nécessité de freiner l'installation de supports de publicité pour des motifs environnementaux et esthétiques ;

Considérant qu'il n'est pas discriminatoire de distinguer les supports lumineux et non lumineux, afin d'avoir un effet dissuasif sur les supports ayant une forte visibilité publicitaire susceptible de représenter un danger pour l'usager de la route ;

Considérant que la distraction excessive des conducteurs doit être évitée afin de garantir la sécurité du trafic, il y a lieu de décourager l'utilisation des outils publicitaires librement programmables et éclairés tels que les écrans numériques ont certaines caractéristiques qui influencent le comportement visuel et de conduite des usagers de la route en raison d'une charge mentale et d'une distraction visuelle et cognitive accrues, augmentant considérablement les risques d'accidents ;

Considérant que les taux sont raisonnables et certes proportionnels aux bénéfices générés par ce type d'installation de sorte qu'il ne puisse être reproché à la commune qu'il n'a pas été tenu compte de la capacité contributive des contribuables ;

Considérant que la nature même des établissements de commerce, d'activités ou d'industrie nécessite l'apposition d'une enseigne ayant pour vocation prépondérante d'informer le public de la localisation de tels établissements et de leur identité les uns par rapport aux autres et qui, par conséquent, ne saurait en aucune manière être assimilée à un support de publicité au sens du présent règlement ;

Considérant que les supports utilisés par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique pour leur compte personnel ne devraient, pour les mêmes raisons, pas non plus être considérés comme de la publicité au sens du présent règlement, cela ajouté au fait que ces supports revêtent une utilité d'intérêt général ;

Considérant que l'exonération de la taxe frappant les supports affectés exclusivement à une œuvre de bienfaisance, qui ne sont pas utilisés dans le cadre d'activités lucratives ou commerciales se justifie par la circonstance que l'exercice sur le territoire de la Commune des activités ainsi visées influence directement et favorablement la vie de ses habitants ; qu'il est donc justifié que par le biais de cette exonération, les autorités communales entendent soutenir ces activités ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Vu, pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 5 et 14 novembre et 10 décembre 2019 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

A R R E T E :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2020 à 2024, une taxe annuelle sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique.

Article 2

Sont exclus du champ d'application du présent règlement :

1. les enseignes installées sur un lieu donné qui font connaître l'activité, le commerce ou l'industrie qui s'y exploite ;
2. les supports utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique.

Article 3

Par supports de publicité, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert, visible d'une voie publique, destinée à recevoir la publicité par collage, agrafage, peinture ou tout autre moyen, y compris les murs ou parties de murs et les clôtures louées ou employées dans le but de recevoir de la publicité, ainsi que les supports porteurs d'affiches lumineuses ou non ou par projection lumineuse.

Les supports de publicité comprennent également, pour les applications mobiles et fixes, les variantes numériques telles que les journaux lumineux, les murs de LED, etc., qui comportent ou non des textes fixes et mobiles ou d'autres symboles et qui peuvent être contre paiement ou non mis à la disposition des parties intéressées à la diffusion du message publicitaire.

En ce qui concerne les murs ou parties de mur sur lesquels les publicités sont apposées, la surface totale couverte doit être considérée comme un seul support, même si plusieurs publicités s'y trouvent.

Article 4

La taxe annuelle est calculée par demi-mètre carré de surface utile. Par surface utile, il y a lieu de comprendre la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage à l'exclusion de l'encadrement.

Les taux par mètre carré sont fixés au 1^{er} janvier 2020 comme suit :

-Pour les supports non lumineux ou non éclairés : 116,52€ par mètre carré (Taux 1);

-Pour les supports lumineux ou éclairés : 210,00€ par mètre carré (Taux 2);

-Pour les supports numériques : 840,00€ par mètre carré (Taux 3);

Ces taux seront majorés au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2% conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
Taux 1	118,86 €	121,23 €	123,66 €	126,13 €
Taux 2	214,20 €	218,48 €	222,85 €	227,31 €
Taux 3	856,80 €	873,94 €	891,41 €	909,24 €

Toute fraction de demi-mètre carré est arrondie au demi-mètre carré supérieur.

La surface imposable du support est calculée comme suit :

- si il présente une seule face : en fonction des dimensions du support d'affichage ;
- si il présente plusieurs faces : en fonction de la surface totale de toutes les faces visibles ;
- si il permet le défilement de publicités successives, le taux de la taxe sur les supports lumineux, éclairés, ou non est multiplié par le nombre de faces de publicité successivement visibles.

La taxe est due pour l'année entière pour chaque exercice, à compter du 1^{er} janvier, quelle que soit la date de l'installation du support.

Toutefois, pour les dispositifs essentiellement liés à un chantier, tels que ceux visés au Titre VI, Chapitre III, Section 1, articles 13 à 15 du Règlement Régional d'Urbanisme du 21/11/2006 (vinyes publicitaires ou assimilés, publicité sur bâche de chantier, publicités sur clôtures de chantier), le redevable peut solliciter le calcul de la taxe au prorata du nombre de mois d'installation effective du dispositif au cours de l'année. Tout mois calendrier entamé compte en entier.

Article 5

Est redevable principalement de la taxe, la personne physique ou morale qui dispose du droit d'utiliser le support et subsidièrement, si l'utilisateur n'est pas connu ou défaillant, le propriétaire du terrain ou du mur sur lequel se trouve le support. En cas de copropriété, la taxe est due pour la totalité du terrain ou du mur, que l'ensemble des copropriétaires détiennent ; elle n'est, néanmoins, exigée qu'à concurrence de la part individuelle de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 6

Si par suite d'une injonction de l'autorité ou par l'effet de quelque force majeure, le support est réduit ou supprimé, le redevable ne peut, de ce chef, prétendre à aucun remboursement de la taxe ou fraction de celle-ci pour la période de l'année restant à courir.

Article 7

Sont exemptés de la présente taxe :

1. les supports placés occasionnellement lors de fêtes locales;
2. les supports affectés exclusivement à une œuvre ou un organisme sans but lucratif ayant un caractère philanthropique, artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique.

Article 8

§1^{er} - Pour un exercice d'imposition donné, le contribuable est tenu de remettre à l'Administration communale une déclaration. Il peut aussi remplir cette déclaration par son espace personnel sur le site de l'Administration communale pour le 31 décembre de l'exercice considéré.

§2 - Toutefois, l'administration communale peut dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si, dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré imprimées ne correspondent pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

C'est au contribuable de prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut

fiscal, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

§4 - La proposition de déclaration, complétée par les éléments que le contribuable a signalé dans le délai visé au §3, vaut déclaration. Toutefois, lorsque le contribuable n'a pas respecté l'obligation visée au §3, alinéa 1^{er}, la proposition de déclaration est assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète.

§5 - Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration ou de proposition de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Il peut aussi remplir cette déclaration par son espace personnel sur le site de l'Administration communale pour le 31 décembre de l'exercice considéré.

§6 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit faire la déclaration par son espace personnel sur le site de l'Administration communale ou se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 à 13 du présent règlement.

Article 10

L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 11

La taxe est recouvrée, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, ou par paiement électronique au compte de la commune.

Article 12

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 13

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 14

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 15

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 21 novembre 2018.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 18 décembre 2019.

David Neuprez,

Secrétaire Communal,



Bourgmestre ff-Présidente-Président,

Cécile Jodogne

Secrétaire Communal,

David Neuprez



Cécile Jodogne
Bourgmestre ff-Présidente

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 18 december 2019

Voorwerp nr 32 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Sadik Koksai, Schepenen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, H. Thomas Eraly, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, H. Quentin van den Hove, Mevr. Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Emilie Desmedt, Gemeenteraadslid.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Emin Ozkara, Mevr. Claire Geraets, H. Youssef Hammouti, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op commerciële publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg - Aanslagjaren 2020 tot 2024 – Wijziging en hernieuwing - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 35 stem(men) tegen 8 en 0 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gezien het raadsbesluit van 21 november 2018 betreffende de belasting op commerciële publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg, goedkeurt voor de aanslagjaren 2019 tot 2023;

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare veiligheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de installatie van publiciteitsonderstellen om leefmilieu en esthetische redenen moet worden ingeperkt;

Overwegende dat het niet discriminerend is om lichtgevende en niet-lichtgevende onderstellen te onderscheiden, om een ontradend effect te hebben op deze met een hoge zichtbaarheid van de reclame die waarschijnlijk een gevaar voor de weggebruiker vormt;

Overwegende dat een té grote afleiding van de bestuurders moet vermeden worden om het veilig verkeer te waarborgen. Vrij programmeerbare, verlichte publiciteitsmiddelen zoals digitale schermen bezitten bepaalde kenmerken die door een verhoogde mentale belasting en een verhoogde visueel-cognitieve afleiding inwerken op het kijk- en rijgedrag van weggebruikers, waardoor er een merkbaar verhoogd risico op ongevallen bestaat en daarom worden dergelijke publiciteitsmiddelen nog meer ontraden;

Overwegende dat de aanslagvoeten redelijk zijn en zeker in verhouding staan tot de winsten die door dit type installatie worden gegenereerd, zodat aan de gemeente niet kan worden verweten geen rekening te hebben gehouden met de bijdragende capaciteit van de belastingbetalers;

Overwegend dat het noodzakelijk is dat een onderneming, activiteit of industrie een uithangbord aanbrengt met als voornaamste doel het publiek te informeren over de locatie van dergelijke bedrijven en hun identiteit ten opzichte van elkaar en die derhalve op geen enkele wijze kunnen worden gelijkgesteld met een publiciteitsonderstel in de zin van dit reglement;

Overwegend dat de onderstellen die door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een instelling van openbaar nut voor eigen rekening worden gebruikt, om dezelfde redenen ook niet als reclame in de zin van het onderhavig reglement moet worden beschouwd, dit wordt toegevoegd aan het feit dat deze onderstellen van algemeen nut zijn;

Overwegend dat de vrijstelling van de belasting die is opgelegd voor het gebruik van onderstellen die uitsluitend aan een liefdadigheidsinstelling toebehoren, die niet voor winstgevende of voor commerciële activiteiten worden gebruikt, wordt gerechtvaardigd door het feit dat de uitoefening op het grondgebied van de gemeente van deze activiteiten aldus rechtstreeks en gunstig zijn gericht op het leven van zijn inwoners; dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeentelijke autoriteiten door deze vrijstelling deze activiteiten steunen;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de

belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;
Gelet bovendien, op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 en 14 november en 10 december 2019 en het administratief dossier;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
B E S L U I T :

Artikel 1

Er wordt, voor de aanslagjaren 2020 tot en met 2024, een jaarlijkse belasting geheven op commerciële publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg.

Artikel 2

De bepalingen van dit reglement zijn niet van toepassing op:

1. de borden en onderstellen aangebracht op een bepaalde plaats waar zij de activiteit, de handel of de industrie aanduiden die er wordt uitgeoefend;
2. de borden of onderstellen voor eigen rekening gebruikt door een publiekrechtelijke persoon, door een vereniging zonder winstoogmerk of door een instelling van openbare nut.

Artikel 3

Onder publiciteitsonderstellen wordt verstaan elke constructie in eender welk materiaal, geplaatst langs de openbare weg of op een plaats in open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, waarop reclame wordt aangebracht door aanplakking, vasthechting, schildering of door elk ander middel, met inbegrip van de muren of gedeelten van muren en de omheiningen die gehuurd of gebruikt worden om er reclame op aan te brengen, evenals de onderstellen waarop verlichte en niet-verlichte reclameborden of lichtbeelden vertoond worden.

Onder publiciteitsonderstellen worden ook, voor zowel mobiele als vaste toepassingen, de digitale varianten gerekend, zoals lichtkranten, LED-walls, ... die al dan niet vaste, wijzigende of bewegende teksten en andere symbolen dragen en die al dan niet tegen een vergoeding ter beschikking gesteld worden van geïnteresseerden, die een boodschap willen verspreiden.

Voor de muren of gedeelten ervan waarop reclame wordt aangebracht, moet de totale bedekte oppervlakte beschouwd worden als één bord of publiciteitsonderstel ook indien er verschillende reclames op voorkomen.

Artikel 4

De jaarlijkse belasting wordt berekend per halve vierkante meter bruikbare oppervlakte. Onder bruikbare oppervlakte dient men te verstaan de oppervlakte geschikt tot het gebruik bij de aanplakking met uitzondering van de omlijsting.

De aanslagvoeten per vierkante meter worden op 1 januari 2020 als volgt vastgesteld:

-Voor de niet lichtgevende of niet verlichte onderstellen: 116,52€ per vierkante meter (Voet 1);

-Voor de lichtgevende of verlichte onderstellen: 210,00€ per vierkante meter (Voet 2);

-Voor de digitale onderstellen: 840,00€ per vierkante meter (Voet 3);

Deze aanslagvoeten zullen op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2% volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2021	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
Voet 1	118,86 €	121,23 €	123,66 €	126,13 €
Voet 2	214,20 €	218,48 €	222,85 €	227,31 €
Voet 3	856,80 €	873,94 €	891,41 €	909,24 €

Iedere fractie halve vierkante meter wordt tot een hogere halve vierkante meter afgerond.

De belastbare oppervlakte van het onderstel wordt berekend als volgt;

- als het slechts één vlak bevat: in functie van de afmetingen van het onderstel;
- als het verscheidene vlakken bevat: in functie van de totale oppervlakte van alle zichtbare vlakken;
- als het de openvolging of het aflopen van een serie reclame toelaat, zal de aanslagvoet van de belasting op de lichtgevende of verlichte of niet-verlichte publiciteitsonderstellen worden vermeerderd met het aantal opeenvolgende zichtbare vlakken reclame.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari, wat ook de datum van installatie van het onderstel is.

Echter, voor onderstellen welk essentieel zijn verbonden aan een werf, zoals deze bedoelt in Titel VI, Hoofdstuk III, Sectie 1, artikel 13 tot 15 van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening van 21/11/2006 (reclamedoeken of dergelijke, reclame op werfdekzeilen, reclame op werfafsluitingen), de belastingplichtige mag een berekening vragen naar evenredigheid van het aantal maanden van effectieve installatie van het onderstel gedurende het jaar. Iedere begonnen kalendermaand wordt als vol berekend.

Artikel 5

Is hoofdelijk belastingplichtig, de natuurlijke of rechtspersoon die over het recht om gebruik te maken van het aanplakbord of onderstel beschikt, en subsidiair als de gebruiker onbekend of in gebreke is, is het de eigenaar van de grond of van de muur waarop zich het bord bevindt. In geval van mede-eigendom, is de belasting verschuldigd voor de hele grond of muur, dat behoort aan het geheel van mede-eigenaars; echter wordt de belasting geëist volgens ieders individuele aandeel in deze mede-eigendom.

Artikel 6

Indien het aanplakbord of onderstel, ingevolge een bevel van de overheid of in geval van overmacht, verkleind of afgeschaft wordt, kan de belastingplichtige uit dien hoofde geen afspraak maken op enige andere terugbetaling van de belasting of op een gedeelte ervan voor de periode van het jaar die nog overblijft.

Artikel 7

Worden van deze belasting vrijgesteld:

1. de borden of onderstellen geplaatst ter gelegenheid van de lokale feesten;
2. de borden of onderstellen uitsluitend bestemd voor een werk of organisme zonder winstoogmerk met een liefdadig, artistiek, literair, wetenschappelijk doel of instelling van openbaar nut.

Artikel 8

§1 - Voor een welbepaald aanslagjaar, is de belastingplichtige ertoe gehouden aangifte te doen bij het Gemeentebestuur. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur voor 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan een belastingplichtige vrijstellen van de verplichting tot aangifte en hem een voorstel van aangifte toesturen. Dit voorstel vermeldt de belastbare grondslag alsook alle informatie en gegevens die in aanmerking zijn genomen.

§3 - Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd) voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het gemeentebestuur.

§4 - Het voorstel van aangifte, aangevuld met elementen door de belastingplichtige binnen de periode bedoeld in §3, geldt als aangifte.

Echter, wanneer de belastingplichtige niet heeft voldaan aan de in §3, 1^{ste} alinea beoogde verplichting, wordt de voorgestelde aangifte beschouwd als een onjuiste of onvolledige verklaring.

§5 - De belastingplichtigen die geen aangifteformulier of voorstel van aangifte ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur voor 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§6 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige aangifte doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur of een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 11 tot 13 van dit reglement.

Artikel 10

Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 11

De belasting is te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of per elektronische betaling op rekening van de gemeente.

Artikel 12

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 13

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 14

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

Artikel 15

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2020 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 21 november 2018.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 18 december 2019.
Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Cécile Jodogne
wnd Burgemeester-Voorzitster